

VENDEDI 21 FEVRIER 2014

- = **Un brouillard de fraudes (J-H Kunstler) p.1**
- = **Aux Etats-Unis, les prêts étudiants sont une forme de dette dangereuse... p.3**
- = **L'Ukraine au bord der la faillite p.6**
- = **« Évasion fiscale, mode d'emploi ! » p.6**
- = **[Vidéo du Canada en français 25 minutes] Alerte boursière par MoneyMakerEdge ! p.15**
- = **Faut-il être catastrophiste? p.17**
- = **UKRAINE : LE CHAUD ET LE FROID p.19**
- = **Quand l'investissement immobilier freine à la croissance p.19**
- = **LA FICTION DU DÉMANTÈLEMENT DE FUKUSHIMA p.21**
- = **Ukraine, les ouvriers n'ont pas parlé p.22**
- = **La dette. Jusqu'ici tout va bien... p.24**
- = **OÙ EDWARD SNOWDEN VA-T-IL POUVOIR ALLER ? p.27**
- = **Il y a 90 ans: la fin de l'hyperinflation Allemande p.28**
- = **Le CAC 40 face au carré magique de la reprise p.32**
- = **Qu'est-ce que l'Etat ? p.33**
- = **Warren Buffett met les traders haute fréquence au régime sec ! p.34**
- = **Google teste un prototype de smartphone de modélisation en 3D p.35**
- = **Budget Québec : Mais d'où viendront donc les économies p.36**
- = **Le Brésil tente de restaurer sa crédibilité p.39**
- = **L'Argentine arrête de manipuler son inflation pour reconquérir les marchés p.40**

Un brouillard de fraudes

Par James Howard Kunstler - Kunstler.com
Publié le 20 février 2014

L'équipe Obama a fait une belle bourde la semaine dernière en nommant Blythe Masters, responsable des ressources chez JP Morgan, au comité de la CFTC chargé de réguler les activités sur les marchés papier du maïs, des côtes de porc, du café, du cacao – et de l'or aussi, au passage, marché que JP Morgan est soupçonnée d'avoir manipulé. Une affaire parmi celles qui ont surgi récemment, comme le fiasco de MF Global de 2011 suite auquel des milliards de dollars de comptes clients se sont comme par magie retrouvés chez JP Morgan en conséquences de mauvais paris placés sur les obligations européennes. MF Global, maison de courtage spécialisée dans le négoce de marchandises, a été liquidée en 2011. La CFTC n'a jamais émis d'ordre de poursuite au Département de la justice et, bien entendu, le PDG de la société, Jon Corzine, savoure encore à ce jour des lattés au caramel dans les Hamptons. Voici à quoi ressemblent les transactions Téflon des années Obama : rien ne colle aux basques des fraudeurs.

La nomination de Blythe Masters a causé un tel vent de scandale et tant de

réactions sur Twitter qu'elle a dû se retirer des membres potentiels du comité avant la fin de la journée.

JP Morgan est l'une des banques « privilégiées » dites indispensables à la finance mondiale. Si l'une d'entre elles faisait faillite, la matrice d'obligations globale – et donc de la monnaie globale – se réduirait à un nuage de fumée de promesses brisées. Elles travaillent main dans la main avec leur partenaire des ténèbres, la Fed, et leur mission première est d'acheter des bons du trésor et des billets de banque au gouvernement pour les « vendre » à la Fed (sans oublier d'obtenir des commissions en cours de route). La Fed prête à son tour des milliards de dollars à ces banques à taux d'intérêt zéro pour qu'elles placent ensuite cette monnaie « empruntée » auprès de la Fed avec intérêts. Il est ici question d'obtenir de l'argent en échange de rien du tout, et même de faibles taux d'intérêts permettent des profits importants compte tenu des volumes impliqués.

Ce « carry trade » a été mis en place parce que les banques privilégiées sont devenues insolvables après 2008 et avaient besoin de « réserves » pour devenir saines à nouveau. Mais ce concept était sommaire, puisque les standards comptables avaient été abandonnés officiellement en 2009 suite à la déclaration par le Financial Accounting Standards Board (FASB) que les banques pouvaient reporter leurs actifs sur leurs bilans aux prix qui leur plaisaient. En clair, la stabilité des plus grosses banques des Etats-Unis ne pouvait plus être déterminée, point final. Les banques sont passées au-delà de la comptabilité et de la loi. C'est à ce moment-là qu'elles ont commencé à déplacer les instruments de prêts immobiliers et de produits dérivés à valeur inconnue depuis leurs coffres vers ceux de la Réserve fédérale, où ils se trouvent encore à ce jour et moisissent tels un paquet de steaks hachés dans les sous-sols d'une chaîne de hamburgers en banqueroute.

Toutes ces magouilles incompréhensibles ont été imaginées parce que la dette du monde ne peut être remboursée. L'économie du monde, construite dans l'urgence au fil des décennies, ne peut fonctionner sans remboursements de dettes, qui est l'essence du crédit – la confiance implicite fondamentale au système bancaire. Vous obtenez du crédit parce que d'autres ont confiance en votre capacité à rembourser. Après un moment, il n'est plus question que d'une convention au milieu de millions de transactions. Ce qui s'est passé, c'est que cette convention est restée en place et que la confiance a disparu.

Elle a notamment disparu pour ce qui concerne les too-big-to-fail.

Tout le monde est maintenant parfaitement au courant de ce petit jeu et essaie désespérément de s'en sortir, avec l'aide de la Réserve Fédérale. Plus personne n'a confiance dans le système et la dette est coincée entre Charybde et Scylla, priant pour se faire oublier, pardonner et en tout état de cause laissée tranquille pour un petit moment encore. A propos, la raison pour laquelle le crédit et la confiance se sont évaporés est parce que le pétrole n'est plus bon marché et qu'en conséquence les économies mondiales ne peuvent plus croître. Elles ne peuvent même plus assurer les opérations de maintenance courantes de notre société techno-industrielle. Elles ne peuvent plus que prétendre le faire.

Les marchés d'actions ne sont plus que les carnets de score de joueurs qui ne peuvent plus que mentir et tricher pour faire durer un peu plus le jeu. Quelque part, toutefois, au-delà de la fraude et du maquillage des comptes, il reste le vrai monde qui n'est pas prêt de disparaître. Nous n'avons juste pas la moindre idée de ce à quoi il ressemblera lorsque le brouillard de fraude s'éclaircira.

Aux Etats-Unis, les prêts étudiants sont une forme de dette dangereuse...

21 fév 2014 | [Bill Bonner](#)

▪ Alléluia. Les Américains s'endettent plus profondément... et recommencent à divorcer.

Vraiment. Bloomberg nous en dit plus :

"Le nombre d'Américains demandant le divorce a grimpé pour la troisième année consécutive, atteignant environ 2,4 millions en 2012, après un plongeon durant la récession de 18 mois qui a pris fin en juin 2009, selon les données du bureau du recensement américain.

'A mesure que l'économie se normalise, il en va de même pour la dynamique familiale', a déclaré Mark Zandi, économiste en chef chez Moddy's Analytics Inc. à West Chester, en Pennsylvanie. 'Les taux de natalité et de divorce sont en hausse. Nous pourrions même les voir grimper fortement au cours des prochaines années, à

mesure que les ménages qui repoussaient ces décisions de fond passent à l'action'.

Les divorces étaient à un plus bas de 40 ans en 2009, selon Jessamny Schaller, professeur d'économie à l'Université d'Arizona à Tucson, citant des données du Centre national pour les statistiques de santé (NCHS) du gouvernement fédéral. Le taux de divorce a plus que doublé entre 1940 et 1980 avant de chuter d'un tiers en 2009, selon des chiffres du NCHS, basé à Hyattsville dans le Maryland".

Voilà d'excellentes nouvelles, non ? Les choses reviennent à la normale. Et si la Grande correction est bien terminée, vous pouvez vous attendre à une hausse des prix à la consommation, plus d'emplois, une baisse des prix obligataires et un taux de croissance en hausse. Une vraie reprise, enfin.

Si la Grande correction n'est pas terminée, en revanche, attendez-vous à une nouvelle dose de ce que nous avons subi ces cinq dernières années — un IPC bas (1,5% seulement officiellement sur les 12 derniers mois aux Etats-Unis), des rendements obligataires bas (prix élevés), plus de QE et une croissance paresseuse.

▪ **Les banques doivent jouer le jeu**

Le *Wall Street Journal* : "la dette des ménages augmente à mesure que les banques s'assouplissent".

Domage pour le malheureux qui a dû rester avec sa femme parce qu'il ne pouvait pas se permettre de se débarrasser d'elle. Voilà sa chance : la Fed a tout essayé pour stimuler le crédit, l'emprunt, les dépenses, les prix à la consommation et les divorces. Mais les banques ont resserré les cordons de la bourse contenant leurs réserves, au lieu de les prêter. Résultat : stagnation. Sauf qu'à présent... pour la première fois depuis 2008, d'une année sur l'autre, les ménages américains empruntent plus qu'ils ne remboursent.

"Les gens veulent vraiment accélérer et s'endetter plus encore", a déclaré un analyste cité par le *Wall Street Journal*. Durant les cinq dernières années, les ménages ont remboursé leurs dettes. C'est pour cette raison que le programme d'assouplissement quantitatif de 3 200 milliards de dollars a été un tel four. Le QE de la Fed doit passer par le système bancaire pour arriver au consommateur. Les banques doivent prêter l'argent. Si elles ne le font pas,

le *cash* reste dans les réserves.

Le génie des réserves bancaires fractionnelles, c'est qu'elles permettent aux banques de prêter un même dépôt jusqu'à 10 fois. De sorte que si l'appétit des ménages pour l'emprunt se creuse soudainement... et si les banques s'y mettent... il pourrait bientôt y avoir des augmentations substantielles de la quantité d'argent en circulation.

Cela donnerait aux prix à la consommation la poussée que la Fed avait en tête. Qui sait, elle pourrait même obtenir plus qu'elle ne l'espérait. La hausse de l'inflation pourrait faire peur aux détenteurs de dollars à l'étranger... les poussant à retourner à l'envoyeur leurs billets verts fripés et déchirés.

▪ Parlons un peu des prêts étudiants...

Si l'on regarde les choses de plus près, toutefois, il nous apparaît que ni les statistiques des divorces ni celles de la dette ne sont des signes certains de bonne santé économique pour les Etats-Unis. Après cinq ans de chiffres inférieurs à la normale, on pourrait s'attendre à ce qu'ils reviennent à la moyenne quoi que fasse l'économie. Quant à la dette, la plus grande avancée provient des prêts étudiants (financés par l'Etat américain), qui ont grimpé de 12%. En fait, ils ont grimpé de manière quasi-identique à celle du nombre d'emprunteurs qui ne paient pas : les défauts sont également à 12% environ.

Pourquoi les gens veulent-ils aller à l'école plutôt que travailler ? Parce qu'ils ne peuvent pas trouver de bons emplois. Pourquoi empruntent-ils au lieu de payer avec leur épargne ? Parce qu'ils n'ont pas d'épargne. Pourquoi empruntent-ils au gouvernement fédéral ? Parce que ce prêteur ne vérifie pas leur historique bancaire.

Une fois que le diable de la dette fédérale vous a entre ses griffes, il est très difficile de s'échapper. On est peut-être prêt pour un emploi, mais ça ne signifie pas pour autant qu'un emploi est prêt pour vous. Le seul moyen de repousser le remboursement de votre dette est d'emprunter plus et de rester à l'école. C'est ainsi qu'on s'enfonce encore plus profondément dans l'enfer de la dette.

C'est pour cette raison que les défauts de paiement sur les prêts étudiants américains augmentent si rapidement. Près d'un emprunteur sur huit n'a pas versé ses mensualités sur les 90 derniers jours — le taux de défaut le plus élevé, toutes formes de dettes confondues. Et il grimpe. Il a augmenté de 40%

au cours des trois dernières années. Quelle quantité de cette dette ne sera jamais remboursée ? Sans oublier le fait que quand les dettes restent impayées, la masse monétaire s'en trouve réduite.

La catégorie de dette enregistrant la croissance la plus rapide le doit à l'échec de l'économie, non à son succès. La correction est-elle vraiment terminée ? Peut-être pas.

L'Ukraine au bord der la faillite

Sources : AFP / Le Journal du Siècle Vendredi 21 février 2014



L'agence d'évaluation financière Standard & Poor's a abaissé vendredi la note de l'Ukraine après les violences des derniers jours, qui risquent de remettre en cause l'aide financière russe et la solvabilité du pays.

La note du pays passe à "CCC", ce qui correspond à un pays proche du défaut de paiement, et est assortie d'une perspective négative, ce qui signifie que l'agence envisage un nouvel abaissement.

« Évasion fiscale, mode d'emploi ! »

Charles Sannat 21 février



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Une question qui revient souvent dans mon courrier des lecteurs est comment réussir à ne pas payer d'impôts. J'ai voulu le titre de cet édito légèrement provoquant mais j'indique à la police de la pensée qu'en aucun cas je ne vais dévoiler ici des méthodes illégales ou non publiques pour échapper à l'impôt,

C'est de l'humour... enfin presque !

Par exemple, tous ceux qui me lisent savent que j'ai un immense respect pour nos zélites, je propose donc de nous inspirer simplement des montages dont se serviraient certains des membres de la famille de nos ministres. Mais attention ! Il s'agit là de supputations, une enquête est en cours, je ne pourrai donc citer que quelques coupures virtuelles de presse... mais l'image apparaît clairement.

Accrochez-vous et allons-y !

Tout commence avec notre Saint-Bernard (Cazeneuve) chargé de ramener au bercail nos brebis fiscales égarées malencontreusement dans le brouillard des montagnes helvétiques (quel beau pays la Suisse).

Alors il est tout content ces derniers jours notre Saint-Bernard de Bercy car il a ramené dans son tonneau (des danaïdes ?) un peu de sous, environ 300 petits millions d'euros de repentis fiscaux.

Bon, en général, il s'agit de tout petits repentis, qui avaient un petit reliquat, en général d'une succession en Suisse. Ayant peur de faire partie des listes qui circulent sur les bureaux des juges et n'ayant pas envie de faire autant de garde à vue qu'un terroriste (je rappelle que désormais fraude fiscale et terrorisme, ce sont les mêmes méthodes d'enquête) ni d'aller croupir 10 ans en prison pour 100 000 euros, évidemment tous ces mini-évadés reviennent bien gentiment payer leur obole à l'autre chien de garde du troupeau de contribuables et s'achètent à bien peu de frais des nuits, douces, calmes et paisibles. Ils ont raison. À tous les minifraudeurs, rentrez-vite, ne dormez pas mal pour quelques milliers d'euros d'impôts, sur des sous dont vous ne pouvez pas en plus vous servir. Aucun intérêt.

Le Français étant malin comme un singe dès que l'on touche au bas de laine, il ne s'y est pas trompé et profite de l'aubaine. Dans les mailles du filet, cependant, aucun GROS poisson. Eux ont soit déjà rapatriés des fonds blanchis en bonne et due forme, soit leurs avoirs ont pris leur envol vers d'autres destinations comme Singapour, dernier lieu à la mode pour aller passer quelques jours en compagnie de son fric.

Le fils Fabius sans revenu achète à crédit un appart à plus de 7 millions d'euros !

Ben quoi, c'est normal non. Par exemple quand moi, le fils de mon père, je vais voir mon banquier pour acheter un appart de 7 millions d'euros et que je lui donne au moins une fiche de paie (pas comme le fils Fabius, lui, je précise revenu 0) de 2 000 euros par mois, eh bien le banquier il ne me dit pas non !

Non, il ne me dit pas non ! Ça vous en bouche un coin hein ! Il me dit très bien Monsieur et votre apport c'est combien ? Là je lui dis ben comme le fils Fabius... et alors là, il ne me dit toujours pas non ! Il se marre en riant très fort. Tellement fort que je pense qu'il se moque de moi. Eh bien c'est ça, il se fout de moi. « Mais mon brave Monsieur avec vos 2 000 euros par mois pour un crédit de 7 millions, il vous faudra une durée de 291 ans de crédit ! Hahahahahahaha ! Et encore, je n'ai même pas pris en compte les intérêts ! Houhouhouhouhouhou !

Vexé, je m'en vais. Je pensais que mon dossier, avec des revenus, était mieux que celui du fils de Fafa sans revenu... Des fois, la haute finance, c'est super difficile à comprendre.

Heureusement, *Le Parisien* est là. Tous les matins, sur le comptoir, avec Bernard. Évidemment, on se marre nous aussi la France d'en bas quand on lit *Le Parisien* (ça marche avec tous les journaux sauf *Libé*, *Libé* est en vente, mais plus personne ne lit *Libé*).

Bref, voici ce que disait un vieux numéro du *Parisien* (moi j'ai pas le droit d'écrire des trucs comme ça sinon je risque le procès et comme je n'ai pas une flèche ces derniers temps, eh bien faut que je fasse gaffe).

« Que découvrent les enquêteurs ? L'existence d'une société civile immobilière (SCI), dénommée Poopie Woopie, créée par une Néerlandaise, Irma S., et Thomas Fabius, par laquelle le jeune entrepreneur de 32 ans acquiert, en juin 2012, un somptueux appartement situé à Saint-Germain-des-Prés, dans le VII^e arrondissement de Paris. Prix d'achat : 7,4 M€. Ce logement, au plan en étoile, de 285 m², « sans perte de place », au dire d'un agent immobilier du quartier, avait appartenu au réalisateur Claude Zidi.

Or, les conditions d'achat sont obscures. D'où proviennent les 3,4 M€ apportés par Thomas Fabius, qui, l'an passé, n'a déclaré aucun revenu ? Aurait-il bénéficié d'un coup de pouce familial ? Au cabinet de Laurent

Fabius, interrogé par le journal *Le Point*, qui a révélé cette affaire, on assure que le fils du ministre « n'a bénéficié d'aucune dotation ou héritage familial ». Comment, alors, le jeune homme a-t-il pu obtenir un prêt de 4 M€ auprès de la banque italienne Monte dei Paschi ? Cerise sur le gâteau, ce prêt, remboursable à terme, n'engendre aucune mensualité jusqu'en 2022 ! Un moyen de réduire l'impôt, bien connu des agents immobiliers mais qui ne justifie pas l'apparente mansuétude du banquier. Il est alors permis de s'interroger sur l'existence éventuelle d'autres actifs servant de garantie, y compris à l'étranger.

Enfin, pourquoi Thomas Fabius a-t-il accepté de payer 26 000 € du mètre carré alors que les prix du quartier oscillent plutôt entre 15 000 et 17 000 € ? Contacté par notre journal, il n'a pas souhaité s'exprimer, affirmant toutefois que « travaillant dans l'immobilier, [il avait] vu des transactions à 55 000 € du m² quai Anatole-France (NDLR : à une encablure de l'appartement). » Mais sur l'origine des fonds, aucune explication. Tout comme sur le prix consenti alors que son appartement ne valait « que » 4,4 M€, en 2010, lorsqu'il fut acheté par sa précédente propriétaire, Béatrice D., l'une des héritières des distributeurs Mammouth et Attac.

« À ce prix-là, j'espère que la robinetterie est en or ! », s'exclame un agent immobilier du quartier, qui connaît bien l'appartement en question pour y avoir organisé des visites il y a quatre ans. « C'est un très bel immeuble. Sofia Coppola y a aussi un bien. Mais il n'y a pas de hauteur sous plafond, pas de terrasse, et, en 2010, tout était à refaire. Même avec des prestations haut de gamme, ce prix est exagéré », certifie-t-il. Selon les rares confidences du parquet, il serait, quoi qu'il arrive, « réducteur » de considérer que les investigations en cours se limitent à ce désormais célèbre appartement de Saint-Germain. »

Haaa les actifs servant de garantie à l'étranger... ben cela porte le nom de crédit lombard !

Et le crédit lombard c'est vieux comme le monde... enfin presque. Et tous ceux qui ont deux sous de jugeotte et connaissent un peu les magouilles savent et connaissent le crédit lombard. Quand j'ai expliqué ça à Bernard au comptoir, il m'a regardé en me disant « ils nous prennent vraiment pour des cons... » Si peu lui-dis-je, si peu ! Bon, c'est normal que Bernard, garçon de

café, ne connaisse pas le crédit lombard (sauf qu'à Bernard qui n'a pas fait d'étude mais qui sait très bien compter sa recette – un pour lui, un pour l'État –, il n'a fallu que quelques secondes pour piger tout l'intérêt du système) ! Pas comme notre Saint-Bernard qui fait semblant de ne pas savoir ce qui est de notoriété publique.

Par exemple, pendant que ces 15 000 mini-évadés fiscaux lui rapporte fort gentiment 300 millions d'euros et que l'autre tout fierot passe à la télé le visage tout ravi, eh bien vous avez 30 000 Français nettement moins cons qui sont en train de faire du crédit lombard pour acheter des biens immobiliers en France pour plus de... 10 milliards d'euros ! Franchement, quelle poilade mes amis, on rigole tous les jours avec ces branquignols.

Pendant que Saint-Bernard est occupé à compter ses pièces jaunes, les autres passent sous sa truffe avec des chargements entiers de camions remplis de biftons... En fait, Saint-Bernard, on devrait plutôt l'appeler Rantanplan !

Alors je vous explique, on sait à peu près tout. On sait qui va à Singapour en avion avec son passeport et qui passe la douane... mais chut.

On sait que 30 000 Français moyens évadés fiscaux ramènent pour plus de 10 milliards en achats immobiliers financés par du crédit lombard mais chut.

On sait que les très très gros évadés fiscaux se sont repliés sur Singapour... mais chuuuuut. La lutte contre la fraude s'intensifie et évidemment on a puni plein de grands méchants pour 300 tout petits millions...

Le crédit lombard

C'est un article du magazine économique *Suisse Bilan* qui revient de façon très claire et très nette sur cette affaire de fraude fiscale. Je vous conseille de le lire pour votre culture personnelle. Les plus taquins d'entre vous n'hésiteront pas à envoyer le lien de cet article à Saint-Bernard et à Pierrot. C'est un peu insolent mais d'un autre côté, comme ils ont l'air d'avoir quelques lacunes techniques, autant leur filer un coup de main hein... Et puis comme ça, on fayote bien et on ne risque pas d'être condamné pour apologie de crime fiscal... Bref, je cite :

« Mais la vigilance des contrôleurs fiscaux français n'a d'égale que l'imagination des banquiers suisses : ceux-ci ont, selon *Challenges*, remis au goût du jour depuis plusieurs mois, une forme de crédit qui avait perdu de

son attractivité ces dernières années : le crédit lombard. »

« Le principe est simple pour une personne en indécatesse avec le fisc français : un client (contribuable français ayant un compte en Suisse évidemment) s'engage dans un projet immobilier en France. Pour financer cet investissement, il se tourne vers sa banque (de préférence une filiale d'un établissement suisse ou une banque française ayant une filiale en Suisse). Celle-ci lui octroie un prêt, mais en assortissant le contrat d'une double garantie : une hypothèque classique et une garantie hors livre, soit une garantie basée sur les avoirs en Suisse du client et consentie par la branche helvétique de l'établissement financier.

Jusque-là, la recette est simple, connue et ancestrale. Mais l'astuce intervient ensuite. Quelques mois après la signature du prêt, l'emprunteur n'honore pas ses échéances. Plutôt que de récupérer le bien via l'hypothèque, l'établissement bancaire français va se tourner vers son interlocuteur en Suisse et actionner la garantie hors livre : les fonds correspondants sont donc transférés de Genève, Zurich ou Neuchâtel vers Paris, Lyon ou Strasbourg. »

« Avec ce tour de passe-passe, la banque est gagnante de même que le client : la première prélève des frais à chaque procédure et transfert, tandis que le client rapatrie en toute discrétion ses avoirs de Suisse vers la France. Les frais bancaires restant extrêmement plus avantageux à régler que la note des services fiscaux. »

«En 5 ans, le nombre des Français qui y ont recours est passé de quelques centaines à plusieurs milliers. Cette année, c'est l'explosion : il devrait s'en signer entre 20 et 30 000, pour un montant global qui dépasserait la dizaine de milliards. »

Moi, lorsque je lis tout cela, franchement, je me marre... mais un peu jaune évidemment.

Comment échapper à l'impôt ?

Bon, mes amis, laissez tomber le compte en Suisse, ce n'est plus un bon plan et puis à Saint-Gapour, il paraît qu'on vous met en prison si vous jetez un papier par terre... Pires que les Suisses ceux-là. Plus l'argent est sale plus on aime la propreté... c'est sans doute les paradoxes humains.

Non, il faut faire dans le légal les amis. Toujours dans le légal et la résistance

passive. Moi je suis un légaliste (d'un autre côté, je vais écrire autre chose hein... faut pas être débile non plus), et puis j'ai une femme et des enfants, et des crédits sur 30 ans... Forcément, cela assagit un homme.

Alors pour vivre légalement sans payer d'impôts, appliquer la procédure suivante :

- 1/ revendez tout ce que vous avez en France ;
- 2/ montez dans votre voiture ;
- 3/ roulez jusqu'au Portugal ;
- 4/ installez-vous ;
- 5/ profitez.

Eh oui mes amis, tous les étrangers qui s'installent au Portugal sont exonérés d'impôts sur le revenu. Pas belle la vie ? Ça c'est de la vraie, de la belle évasion fiscale, de la belle résistance passive. Ils ont voulu l'Europe et la libre-circulation des bidules des machins et des trucs... Eh bien votez avec vos pieds. Partez !

Bon, en ce qui me concerne, mes gosses ne veulent pas changer d'école, ma femme s'accroche aux copines de sa rue, donc je vais être obligé de rester encore un peu... et sans doute de payer beaucoup ! Mais croyez-moi, la nuit finira. Elle se termine toujours.

Restez à l'écoute.

Les mécanos de la Société Générale sont en faillite potentielle... depuis un certain temps !

Pour ceux qui s'intéressent aux banques et à leur état financier, je vous propose de lire les derniers articles du professeur Chevallier sur son site. Pour lui, la Société Générale n'est pas en grande forme, c'est le moins que l'on puisse dire ! C'est un peu technique mais c'est très bien argumenté et chiffré.

Charles SANNAT [Le site du professeur Chevallier déjà condamné par l'AMF...](#)

François Pérol : « Il y aura d'autres chocs financiers »

François Pérol, le patron de BPCE, était interrogé par *Les Échos*.

À la question du journaliste :

« Est-on sorti de la crise financière ? »

Il a répondu :

« Je pense qu'il y aura d'autres chocs financiers. La création monétaire mondiale reste extrêmement importante et se traduit dans l'augmentation du prix de certains actifs. Cela peut créer des « bulles ». »

Eh bien pour une fois, je suis parfaitement d'accord avec les propos d'un grand patron de banque. Ces propos ne sont d'ailleurs en rien particulièrement alarmistes et je trouve sa phrase plutôt bien tournée. Pérol réussit à dire des choses sans créer de panique.

Cette réponse est l'exemple même que devrait suivre notre ami Pierrot à l'économie. Dire la vérité. Certes avec mesure et pondération. Certes sans alarmisme excessif, mais il faut impérativement préparer nos concitoyens aux efforts qu'il faudra consentir. Il faut donc expliquer sans relâche et faire preuve de pédagogie.

Nous faisons face à une situation économique inédite et dramatique. Nous aurons besoin de tout le monde pour affronter cela. Nous devons l'affronter collectivement.

Ce travail n'est pas effectué par notre gouvernement et c'est une erreur fondamentale. À croire qu'ils n'ont toujours rien compris.

Charles SANNAT [Lire l'article entier consacré aux propos de Pérol, patron de BPCE](#)

Une nouvelle taxe sur chaque SMS envoyé pour financer les dégâts des intempéries !

C'est un gentil député socialiste, gentil car avec l'argent des autres c'est toujours assez facile d'être généreux.

Il a donc eu une idée absolument exquise que nous saurons tous apprécier à sa juste valeur à savoir appliquer une taxe sur chaque SMS que nous envoyons... voilà une idée vraiment excellente.

Il a même posé une question au gouvernement pour mieux vendre son idée à nos mamamouchis toujours en manque de pognon ces derniers temps. Nous devrions donc avoir prochainement de nouveaux ballons d'essais lancés afin de préparer l'opinion à une taxe SMS.

« M. Armand Jung attire l'attention de M. le ministre de l'Économie et des Finances sur les récentes intempéries dans le Sud-Est qui reposent la question de la prise en charge de l'indemnisation des victimes. Ce sont certes les assurances qui couvrent cette indemnisation, mais il n'est pas exclu que l'État, un jour ou l'autre, soit appelé à abonder ces dépenses. L'idée de taxer d'un centime d'euro chaque SMS échangé ou chaque conversation téléphonique transitant par les différents opérateurs téléphoniques installés sur le territoire français est parfois évoquée. Limitée dans la durée, cette contribution modeste et indolore pour les utilisateurs de téléphonie mobile permettrait d'alléger la facture des communes touchées par des intempéries. Il lui soumet cette proposition et souhaite obtenir son avis à ce sujet. »

Je sens poindre comme une certaine lassitude de la part de notre peuple à l'égard de ces grands psychopathes qui nous dirigent... Ils ne se rendent pas compte que lorsque la France va exploser... rien n'arrêtera plus la population en fureur. Ils ne le mesurent pas du tout.

USA : les grandes banques étrangères soumises à des règles plus sévères (FED)

C'est une information du début de la semaine sur laquelle je voulais revenir. En effet, « la banque centrale des États-Unis, la FED, a publié mardi une réglementation définitive imposant aux très grandes banques étrangères présentes aux États-Unis des normes financières plus strictes à partir du 1er juillet 2016.

Le directoire de la FED devait adopter définitivement mardi cette réglementation qui prévoit des normes financières durcies pour quelque 17 grandes banques étrangères disposant d'actifs aux États-Unis équivalant à 50 milliards de dollars ou plus. »

Ils seront également soumis aux mêmes tests de résistance...

Ils devront aussi nommer un « chef de la gestion des risques » aux États-Unis.

En clair, il est très vraisemblable que certaines grandes banques françaises ayant des activités significatives aux USA soient obligées de renforcer à nouveau leurs fonds propres afin de satisfaire à ces nouvelles normes prudentielles. Certaines pourraient faire le choix de cesser toute activité significative sur le territoire américain.

Il faut donc continuer à surveiller le secteur bancaire car beaucoup de choses s'y passe actuellement.

Alerte boursière par MoneyMakerEdge !

Charles Sannat 21 février [vidéo du Canada, 25 minutes]

J'apprécie beaucoup les analyses de notre ami canadien. Elles sont pertinentes et surtout son accent québécois rend le sujet nettement plus agréable !

Bonne vidéo.



<http://www.youtube.com/watch?v=hdwmpVbB7GU#t=39>

Hallucinant : Project PHEME. L'Europe finance un projet informatique de censure globale !

C'est un article du *Parisien* intitulé « Des chercheurs veulent passer les réseaux sociaux au détecteur de mensonges » qui vend la mèche du dernier gros projet informatique financé par l'Union Européenne, la plus belle invention démocratique du siècle et comparable à terme à l'Union soviétique.

« Des chercheurs universitaires travaillent à l'élaboration d'un système capable d'identifier automatiquement les fausses informations qui se répandent comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux. »

« Les réseaux sociaux sont une mine d'or en termes d'informations et d'expressions citoyennes pertinentes mais peuvent aussi être utilisés pour répandre des rumeurs. Pour faire le tri, des chercheurs planchent sur une sorte de «détecteur de mensonges» actif sur Twitter ou encore Facebook. Un projet ambitieux qui, selon le *New York Times*, pourrait se concrétiser dans dix-huit mois. »

« Ce programme de «fact cheking» (vérification des faits en direct) automatique, baptisé «**Pheme**», devrait pouvoir identifier la fiabilité des sources des informations communiquées grâce à un algorithme complexe. Un travail titanesque que coordonne la faculté de Sheffield, dans le nord de l'Angleterre, avec quatre autres universités et quatre entreprises. Financé par l'Union européenne, ce projet est mené sur trois ans. »

« Selon la directrice de l'étude, Kalina Bontcheva, l'objectif est de vérifier en temps réel les informations pour permettre aux gouvernements, services de secours, médias et entreprises de répondre plus efficacement à des rumeurs infondées.

Le projet doit identifier quatre types d'informations peu fiables : les spéculations, la controverse, la fausse information et la désinformation. Les chercheurs comptent utiliser trois facteurs pour établir la véracité des données : l'information en tant que telle, un système de vérification via des sources fiables et la diffusion de l'information. ***Le résultat de cette recherche pourra apparaître sur l'écran de l'utilisateur.*** »

Alors le côté « attention l'information que vous consultez est une rumeur » pourrait presque sembler assez inoffensif et je suis persuadé que l'on nous vend toute cette affaire comme étant un immense progrès pour la « véritable » information sur Internet, ce qui permettra de sécuriser les positions dominantes des médias traditionnels de plus en plus remis en cause par la blogosphère.

Rien n'empêchera après d'utiliser ce type de système pour bloquer des informations, bloquer des sites Web, bloquer des informations gênantes.

Ce type d'outil par son ampleur (tout le Web) et son fonctionnement en temps réel n'est rien de moins que le plus important logiciel de censure mondial. Même la Chine n'y a pas pensé. Seule l'Europe a l'esprit assez tordu pour penser et financer ce genre de projet.

Retenez bien. Projet Pheme. Internet ne sera bientôt plus libre, et lorsque vous lirez le Contrarien (si c'est encore autorisé) apparaîtra sur votre navigateur le message : « Attention ce site présent des contenus subversifs. Votre adresse IP ainsi que votre ADN ont été transmis à la police de la pensée »... signé le ministère de l'Amour.

HONTE ! Fini les auto-entrepreneurs. Le secteur du BTP exulte car eux ont bien compris la nouvelle loi !!

C'est un article publié dans Bati Web, magazine de référence du bâtiment, qui revient sur la loi Pinel et les changements qu'elle entraîne pour les auto-entrepreneurs et les artisans. Dans le BTP, eux, ils ont bien compris que c'était « exit les auto-entrepreneurs » et ils en sont évidemment plus que contents !

C'est bien la fin du régime des auto-entrepreneurs dans le plus grand silence médiatique. Hallucinant !

« Suite à l'adoption par l'Assemblée nationale du texte de loi artisanat, commerce et très petites entreprises, ce mardi 18 février, les différents régimes concernant les entreprises individuelles vont fusionner. ***Exit le régime d'auto-entrepreneur...*** À la place, un seul et unique régime, celui de la micro-entreprise. Pour les artisans, le gouvernement souhaite promouvoir leur savoir-faire et contrôler davantage leur qualification professionnelle. »

Finalement, le gouvernement, avec la complicité des médias et de l'opposition vraisemblablement consentante, aura réussi dans l'hypocrisie la plus totale à supprimer ce statut de la dignité qu'était celui de l'auto-entreprise.

Je pense que nous aurons droit aux mêmes procédés pour l'éco-taxe qui va évidemment revenir sur le devant de la scène mais sans doute mieux emballée.

Faut-il être catastrophiste?

Publié le 20 février 2014 par Dominique Boisvert [Québec]



Sujet souvent débattu entre nous: faut-il, ou non, dire nos craintes face à l'avenir? Et comme certainEs d'entre nous ont des visions particulièrement sombres de ce qui nous attend, faut-il « crier aux loups » et annoncer le pire pour tenter de nous « réveiller » collectivement avant qu'il ne soit trop tard? Ou cette attitude catastrophiste entraîne-t-elle des réactions contraires en déprimant nos lecteurs ou auditeurs et en les incitant à « rentrer chez eux profiter du peu de temps qui nous reste »?

Que valent les « prophètes de malheurs » en termes de mobilisation sociale? Plusieurs amiEs me reprochaient encore récemment ma vision trop pessimiste à leur goût de ce qui nous attend à relativement court terme: des crises croissantes et multiformes, à la fois aux plans économique (voir mes textes du [29 janvier](#) et du [15 février 2011](#)), politique, climatique, énergétique et très probablement alimentaire; avec les conséquences militaires et démographiques et migratoires (voir mes textes du [22 janvier](#) et [8 mars 2011](#)) qui en découleront. Rien de bien réjouissant à l'horizon!

Pendant longtemps, j'ai cru que ce seraient probablement mes petits-enfants ou, au pire, mes enfants dans leurs vieux jours qui connaîtraient ces problèmes graves et planétaires. Je pense maintenant que je risque de les voir de mon vivant, si je vieux assez vieux... Car chaque nouveau rapport des scientifiques du climat, par exemple, indique que le réchauffement climatique progresse encore plus vite que dans le pire des scénarios évoqués dans leur rapport précédent!



Mais plein de gens autour de moi « ne veulent pas le savoir ». Car vivre avec cette épée de Damoclès au-dessus de la tête devient vite, pour la plupart, totalement insupportable. Non seulement c'est déprimant, mais « être conscient » ne change rien, en soi, à la situation. Et si on ajoute, avec raison à mon avis, qu'il est déjà trop tard pour pouvoir « éviter (complètement) le mur », alors à quoi bon s'en faire? Aussi bien tirer le meilleur parti possible d'une situation à laquelle on ne peut plus changer grand chose...

Je ne partage pas ce point de vue... *Je n'en dis pas plus pour l'instant, étant curieux de connaître VOTRE POINT DE VUE SUR LA QUESTION.* Mais j'y reviendrai sûrement bientôt.

Un récent article du Devoir présentait une entrevue avec Harvey Mead, certainement un des environmentalistes qui s'est le plus impliqué, à toutes sortes de niveaux, depuis 40 ans au Québec: [« Environnement et économie: l'échec des verts »](#)(1). Allez le lire: ça vaut la peine!

Et j'aimerais bien savoir ce que vous en pensez. **À vous la parole...**

(1) Merci au Groupe de simplicité volontaire de Québec (GSVQ) d'avoir attiré notre attention sur ce texte.

UKRAINE : LE CHAUD ET LE FROID

21 février 2014 par François Leclerc

Les nouvelles en provenance de Kiev ne cessent de tomber, sans qu'il soit possible de déterminer ce qui ressortira des négociations qui se sont déroulées sans désespérer depuis hier entre le président ukrainien, les représentants de l'opposition ainsi que les ministres des affaires étrangères allemand, français et polonais, dépêchés en toute hâte et rejoints dans la nuit

par un émissaire russe.

Plus de 20.000 manifestants continuent à occuper Maiden et renforcer les barricades, en dépit des tueries d'hier, et ce sont eux qui feront la décision. Du côté de l'armée, la démission du chef d'état-major adjoint a été enregistrée, en raison de son refus de laisser entraîner celle-ci dans le conflit.

Ianoukevitch promet des élections présidentielles anticipées, mais sans en donner la date, le retour à la constitution de 2004 et la formation d'un gouvernement d'unité nationale, mais il est loin d'être acquis que ses concessions imprécises et tardives entraînent l'adhésion au compromis que les Européens voudraient trouver afin d'éviter que la situation ne tourne à une véritable guerre civile, déjà bien engagée. Toutes les provocations sont par ailleurs possibles, comme toujours dans ce genre de situation.

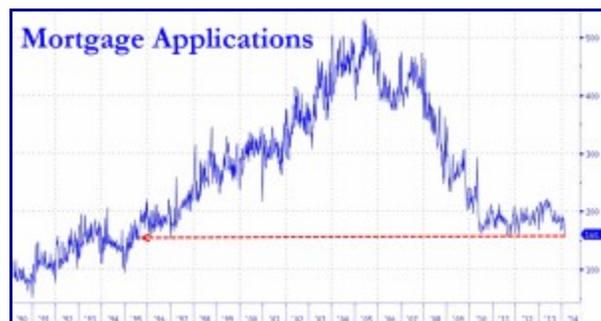
Si la situation n'était pas stabilisée, il se confirmerait que les dirigeants européens ont trop tardé.

Quand l'investissement immobilier freine à la croissance

Michel Santi 21. fév. 2014

Aux Etats-Unis, les demandes de prêts immobiliers sont au plus bas depuis ... 1995. Soit depuis 19 ans!

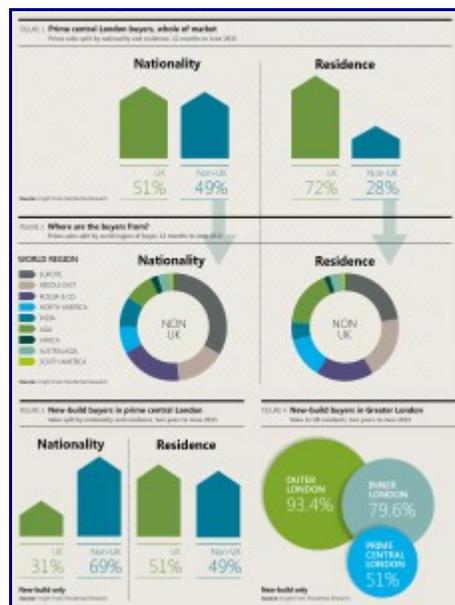
Est-ce parce que les américains sont subitement devenus (beaucoup) plus riches, ou parce qu'une crise immobilière semble se profiler ??



A moins que l'envolée des faillites immobilières en Californie en ce mois de Janvier 2014, ne rappelle des souvenirs de la crise des subprimes ?



Saviez-vous que la moitié de Londres appartient désormais aux étrangers ?



Enfin, pour celles et ceux qui s’obstineraient néanmoins dans ce type de placement d’un autre âge, les pays où l’immobilier est le plus sur évalué et le moins cher.

En bref, acheter au Japon et vendre au Canada...

How over/undervalued are home prices today relative to historical averages of home price/rent and home price/income?

Country	1) Home price/rent (% above historical average)	2) Home price/income (% above historical average)	Current average over/undervaluation of home prices (=average of column 1) and 2) (%)
Canada	89	32	60
Belgium	62	50	56
New Zealand	77	26	51
Norway	59	28	49
Australia	52	28	40
France	36	22	33
UK	36	25	31
Sweden	32	16	24
Finland	47	-2	22
Spain	20	13	16
Netherlands	6	23	14
Austria	13	15	14
Denmark	15	9	12
Italy	1	10	5
Ireland	6	-8	-1
US	2	-14	-6
Greece	-16	4	-6
Germany	-14	-16	-15
Korea	4	-39	-18
Japan	-38	-40	-39

Deutsche Bank Source: OECD, DB Global Markets Research 1

LA FICTION DU DÉMANTÈLEMENT DE FUKUSHIMA

20 février 2014 *par* François Leclerc

Une centaine de mètres cubes d'eau contaminée ont à nouveau fuit de l'un des énormes réservoirs où elle a été stockée, annonce Tepco, l'opérateur de Fukushima. Pour lui, l'essentiel est d'affirmer qu'elle n'a pas atteint la mer et que la fuite est donc circonscrite; mais qu'en est-il de la contamination qui se poursuit des sous-sols sur lesquels la centrale repose, via lesquels elle peut se répandre ? La fragilité de ces réservoirs n'étant plus à démontrer, leur remplacement a été annoncé, sans qu'il soit depuis intervenu.

Les robots télécommandés se succèdent, mais leurs performances annoncées – qui demandent à être vérifiées – sont loin de répondre aux exigences d'un démantèlement futur, dont la vraisemblance reste à démontrer. Le petit dernier se dénomme Meister et a été développé afin de résister au très haut niveau de contamination au sein des réacteurs où il doit pénétrer. Il est destiné à inspecter l'intérieur inaccessible du réacteur n°2, à effectuer des carottages du béton et à découper de petits obstacles bloquant les voies d'accès. La modestie de sa mission, qui reste à accomplir, met en relief la tâche à accomplir.

Les explorations qui ont pu être réalisées dans les trois réacteurs qui étaient en activité lorsque la catastrophe est survenue restent très limitées. Pour évaluer les phénomènes qui s'y poursuivent, l'opérateur dépend largement d'instruments de mesure, notamment de la température. Mais, avec le temps ou à la faveur d'incidents de maintenance, ceux-ci viennent à faire défaut.

Sur les 9 thermomètres dont la cuve du réacteur n°2 est pourvue dans sa partie basse, seul l'un d'entre eux continue de fonctionner après un court-circuit qui a atteint le second qui était encore en fonction.

Arnie Gundersen, qui poursuit avec constance l'analyse de la situation à Fukushima, apporte [un nouvel éclairage](#) sur les opérations de retrait du combustible nucléaire des piscines des réacteurs. L'opération a commencé il y a six mois et a abouti à extraire de la piscine n°4 environ 15% des assemblages qui s'y trouvaient stockés, mais elle a laissé pour la fin le plus difficile : l'extraction des casiers à combustible endommagés. Le tableau s'annonce bien pire si l'on considère la piscine du réacteur n°3, là où l'explosion d'hydrogène a été la plus violente et les dégâts les plus importants. Comment les tonnes d'installations qui sont tombés dans la piscine du réacteur pourraient-elles ne pas avoir déformé les casiers contenant les assemblages de combustible ? Leur extraction pourrait alors poser un problème d'une toute autre ampleur.

La fiction d'un démantèlement de Fukushima sera tenue le plus longtemps possible, comme si tout de ce qui est survenu pouvait être effacé. Mais cette perspective n'est déjà plus crédible dans la région évacuée autour de la centrale, où la décontamination montre ses limites. S'agissant de la centrale elle-même, comment pourrait-il en être autrement ?

[Ukraine, les ouvriers n'ont pas parlé](#)

Publié le [21 février 2014](#) par [actualites des 7 \(R.Bibeau\)](#)



Que voilà une affaire compliquée que ce calvaire ukrainien meurtrier. La guerre civile n'est pas enclenchée malgré ce que colportent les médias à la solde des puissances occidentales. Quelques milliers de casseurs encerclés à Kiev ne font pas une insurrection populaire que le peuple ukrainien ne souhaite pas de toute façon.

L'Ukraine, c'est 600 000 km² de plaine généreuse. Mais c'est surtout 46 millions d'habitants dont 8 millions d'origine russe et 25 millions de russophones, alors que l'on ne compte pratiquement aucun étatsunien, aucun français, aucun anglais dans le pays en plus de quelques germanophones arrivés suite à l'écroulement de l'empire soviétique en 1991.

L'Ukraine c'est le voisin de la Russie (1500 kilomètres de frontières communes) dont il dépend pour son approvisionnement en énergie, et avec qui il fait le gros de son commerce extérieur et de son profit, et avec qui il conserve des liens historiques profonds. Rien de tel entre le peuple ukrainien et les peuples de France, des États-Unis ou du Royaume-Uni. Les russes ont libéré les ukrainiens pendant que Churchill tergiversait devant les plages normandes.

À côté de l'Ukraine, c'est la Biélorussie et la Russie impérialiste qui sont revenues de leur torpeur post-glasnost et qui commencent à résister aux assauts de l'impérialisme occidental pour protéger les néo-colonies de son glacis continental. À des milliers de kilomètres de Kiev – il y a Washington et le Pentagone. Plus près, mais lointain tout de même, il y a Paris et Bernard-Henry Lévi – encore lui (!) qui, quand tout sera détruit, place Maïda à Kiev, retournera au Café Les deux Margot siroter un bourbon et sucer quelques bonbons.

L'impérialisme occidental croyait, au lendemain du Mur de 1989, que l'empire Russe était défait – éteint à tout jamais et pour lequel Zbigniew Brzezinski avait émis des projets de partition en États, provinces, départements, dépendances, colonies et no mans land comme si le peuple Russe trépassait. Brzezinski se meurt et la Russie aligne ses pions en Syrie, en Serbie, en Ossétie, au Kazakhstan, en Biélorussie et en Ukraine.

Rien pour rassurer le peuple ukrainien pris en otage – entre deux feux – entre deux belligérants sur son sol national sanglant. D'un côté, ce sont les bandits et les mercenaires libertaires armés-entraînés-payés et, pour certains exfiltrés, par quelques puissances impérialistes étrangères, excluant l'Allemagne, mais incluant la France impériale – encore ce trouble-fête; décidément Hollande n'en n'a pas assez avec ses frasques matrimoniales – et le Royaume de Cameron qui tire à l'aveugle dans cette affaire. Selon certaines sources peu crédibles, le Département d'État étatsunien aurait allongé 5 milliards de dollars dans ce coup d'État foireux. Personnellement, je ne crois pas que les

sommes soient aussi importantes, mais des subsides aux magouilleurs des «révolutions colorées», il y en a eu, c'est assuré. C'est la réponse américaine à l'échec de l'invasion syrienne.

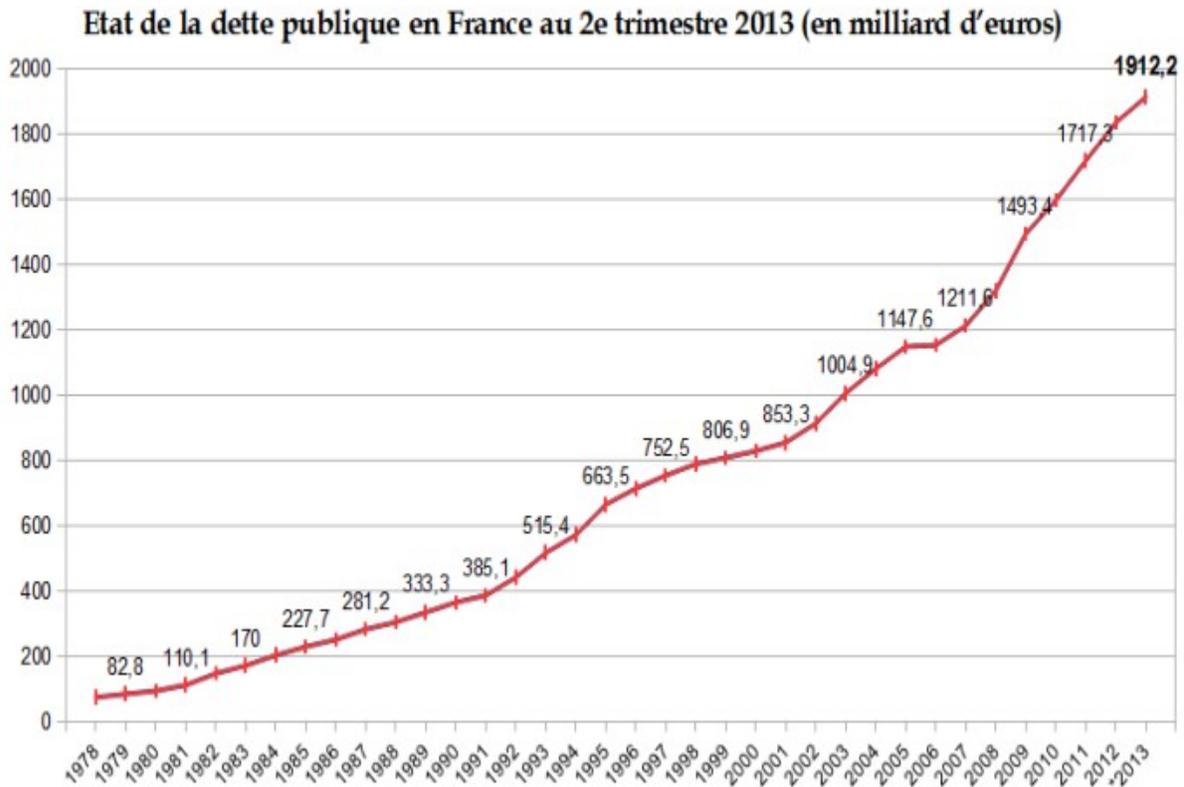
De l'autre côté des barricades de la révolte importée et imposée, un pouvoir présidentiel et législatif inféodé à l'ours Russe, son allié naturel. Un pouvoir faible que le sort a placé au mauvais endroit à un mauvais moment et qui prend ses ordres directement du Kremlin. Une chose est certaine, toutefois, quel que soit l'endroit où la potiche Ianoukovitch prend ses ordres, cela ne concerne que le parlement et le peuple ukrainien et nullement ces vauriens que le pouvoir ukrainien a commencé à identifier et à éliminer physiquement, systématiquement, comme à Homs au Proche-Orient... Vous connaissez ?

Les ouvriers ukrainiens n'ont pas la main dans cette affaire. Ils n'ont aucun contrôle sur aucun des camps, ils n'ont pas d'organisation de classe et ils n'ont pas l'initiative révolutionnaire. Les ouvriers ukrainiens ne serviront que de chair à canon dans cette guerre des canonnières. Ils mourront sans gloire et sans avantage... inutilement.

Il est temps que le prolétariat ukrainien expulse ces troublions infiltrés, ces assassins venus d'Occident avec leurs chaînes dorées pour remplacer celles que le nouveau tsar du Kremlin leur a tissées. Les ouvriers doivent tirer les conclusions de ce coup fourré mal engagé et apprendre de ce soulèvement avorté. Qu'ils trouvent des armes et les planques et qu'ils se préparent pour la prochaine tournée où, cette fois, ils devront diriger l'action et ne pas laisser des néo-nazis et des brigands diriger les ouvriers révoltés.

La dette. Jusqu'ici tout va bien...

Par Murdock Zeitgeister | on 19/02/2014



Après 1 siècle d'expérimentations économiques et monétaires en Occident, nous commençons à entrevoir les effets à long terme des choix politiques de nos parents et grands parents.

Ceux qui resteront dans l'histoire comme étant les toutes dernières générations à avoir pu se goinfrer grâce à l'endettement national (et sur le dos de leurs enfants accessoirement) sont aussi responsables d'un déséquilibre mondial sans précédent.

Sans précédent avant tout parce que nos déséquilibres nationaux sont connectés au reste du monde grâce à la dérégulation et à la liberté de circulation des capitaux.

En clair, avant on pouvait faire n'importe quoi dans notre pays, ça restait cloisonné dans nos frontières. Maintenant, les choix politiques d'il y a 40 ou 50 ans ont un impact non seulement sur notre propre économie, mais aussi des conséquences indirectes dans le monde entier. La Grèce est l'exemple typique de cette situation.

Qu'ont fait nos prédécesseurs ? Et bien d'abord, déconnecter les monnaies de toute référence concrète de richesse. En gros, l'étalon Or, qui a vécu durant des millénaires, est aujourd'hui considéré comme une relique barbare. Tous

nos billets, que ce soit l'Euro, la Livre Sterling, le Dollars, le Yuan chinois, sont de simples morceaux de papiers, avec un chiffre imprimé dessus, et dont la confiance générale nous permet de croire qu'ils représentent encore une part de richesse.

Le tournant de cette affaire, c'est en 1971 quand Nixon déclare que le dollar n'est plus lié à l'Or. C'est un défaut de paiement caractérisé, car alors le dollar a une valeur juridique purement abstraite, politique, et ne correspond plus à un poids fixe de métal jaune. Une phrase célèbre résumant très bien la situation : Le dollar est notre devise et votre problème.

Pour lutter contre cette fraude, la quasi-totalité des autres pays emboîteront le pas et iront même plus loin, en s'interdisant d'emprunter auprès de leur propre banque centrale à zéro intérêt et se forceront par la loi à se financer auprès des banques commerciales privées, appelées aujourd'hui « Les marchés ». L'idée était d'éviter de créer de l'inflation.

C'était en 73 pour nous en France.

Depuis cette date, toutes les économies développées affichent un endettement en hausse constante. Et oui, car quand on s'interdit de créer de l'argent à partir de rien sans intérêt et qu'on s'oblige à s'endetter sur des décennies, on voit s'accumuler cette dette qui, depuis 2011, est devenu la première charge de l'état, devant l'assurance maladie, l'éducation ou les retraites.

Depuis 73, la France a remboursé 1500 milliards d'Euros. Pourtant elle cumule encore 1700 milliards, soit 90% de notre PIB. Et si on enlève les intérêts, ce ne serait plus que 200 et quelques milliards qu'on devrait. On n'arrive même plus à stabiliser la hausse des intérêts, avant même de parler de rembourser le capital.

Et depuis 2007 et la crise des subprimes, nos gouvernements ont renfloué massivement les banques en s'endettant lourdement, sinon elles se seraient effondrées. Comme elles se considèrent comme étant trop importantes, trop grosses pour faire faillite (sous peine d'entraîner avec elles le reste du monde) et que les états leur donne raison en les maintenant en vie sous perfusion, une fois bien rassasiées, les banques se sont retournées contre leurs saveurs en les accusant de s'être trop endetté.

Depuis a débuté la crise des dettes d'état. Et aucun pays n'est épargné, même pas les USA qui ont perdu leur Triple A l'été dernier. L'Angleterre, toutes

dettes cumulées (foyers, entreprise, banques et gouvernement) a un endettement de 900% de son PIB.

Le piège de la dette se referme lentement mais sûrement sur nos têtes.

D'abord on s'interdit de créer la monnaie, on s'endette, promettant de rembourser grâce à la croissance, on y arrive pas, alors on fait rouler notre dette sur 50 ans, on arrive toujours pas à rembourser et en plus on doit sauver nos créanciers qui font n'importe quoi, ils s'émancipent, s'organisent et, voyant que les occidentaux veulent leur taper sur les doigts parce qu'ils ont commis de graves crimes financiers, décident que ce sont les états les responsables et nous emmènent tous ensemble dans les abîmes d'une civilisation en implosion.

OUÛ EDWARD SNOWDEN VA-T-IL POUVOIR ALLER ?

20 février 2014 par François Leclerc

Que va devenir Edward Snowden en août prochain, à la fin de l'année d'asile qui lui a été accordée en Russie ? Le 12 février dernier, les députés Verts ont proposé au Parlement européen de lui accorder une protection officielle, mais cela a été rejeté. La pétition lancée par David Miranda, le compagnon brésilien de Glenn Greenwald, demandant que lui soit accordé l'asile au Brésil et qui a recueilli dans le monde entier 1,1 million de signatures, a été remise le lendemain au ministère brésilien des affaires étrangères. Dilma Rousseff, la présidente, s'est jusqu'à ce jour retranchée derrière l'absence de demande d'Edward Snowden pour ne pas fournir de réponse.

Ce dernier a été élu le 18 février recteur – un titre honorifique – par les étudiants de l'Université de Glasgow, après avoir accepté l'invitation à se présenter à ce poste. Mordechai Vanunu, un lanceur d'alerte israélien qui avait en 1986 révélé des détails du programme nucléaire militaire du pays, avait précédemment bénéficié du même honneur. Le groupe d'étudiants qui avait sollicité Edward Snowden a publié un communiqué dans lequel il déclare : « dans les semaines qui viennent, nous allons continuer à faire campagne pour que la NSA et le GCHQ cessent leurs atteintes à notre droit fondamental à la vie privée et pour qu'Edward Snowden soit reconnu comme un lanceur d'alerte courageux plutôt qu'un traître ».

Les révélations se poursuivent entre-temps. [The Intercept](#), la publication en ligne lancée dans le cadre du projet FirstLook de Glenn Greenwald et Pierre Omidyar, a publié des documents classifiés de la GCHQ britannique fournis par Edward Snowden montrant qu'elle recueillait en temps réel les adresses IP de tous les visiteurs du site WikiLeaks. D'après d'autres documents provenant de la NSA, une telle collecte peut permettre d'identifier les personnes déposant des documents dans la *dropbox* (boîte aux lettres anonyme) de WikiLeaks, si elles n'ont pas utilisé une adresse IP anonyme. Cette dropbox avait toutefois été désactivée dès 2010, WikiLeaks pensant qu'elle pouvait être surveillée.

[Il y a 90 ans: la fin de l'hyperinflation Allemande](#)

Par Thorsten Polleit
Publié le 21 février 2014

Le 15 novembre 1923, un pas en avant décisif a été pris dans l'espoir de mettre fin à l'hyperinflation dans la République de Weimar : la Reichsbank, la banque centrale Allemande, a cessé de monétiser la dette du gouvernement, et un nouveau moyen d'échange appelé Rentenmark est entré en circulation en parallèle au Papiermark. Ces mesures ont permis de mettre fin à l'inflation, mais le pouvoir d'achat du Papiermark s'en est trouvé complètement ruiné. Pour comprendre comment et pourquoi cela a pu se produire, il faut se pencher sur ce qui s'est passé juste avant la première guerre mondiale.



Depuis 1871, le mark était la monnaie officielle du Reich Allemand. Avec l'arrivée de la première guerre mondiale, la possibilité d'échanger des Reichsmarks contre de l'or fut suspendue le 4 août 1914. Le Reichsmark soutenu par l'or devint le Papiermark. Initialement, le Reich finançait ses guerres en émettant de la dette. La dette publique totale est passée de 5,2 milliards de Papiermarks en 1914 à 105,3 milliards en 1918 [1]. En 1914, la quantité de Papiermarks en circulation était de 5,9 milliards, contre 32,9 milliards en 1918. En août 1914 et novembre 1918, les prix des biens à la consommation au sein du Reich ont augmenté de 115%, et le pouvoir d'achat du Papiermark a été divisé de plus de moitié. Sur la même période, le taux de change du Papiermark a été déprécié de 84% contre le dollar.

La nouvelle République de Weimar faisait face à des épreuves économiques et politiques sans précédent. En 1920, la production industrielle ne s'élevait plus qu'à 61% de son niveau de 1913, et elle a perdu 54% supplémentaires en 1923. Les pertes engendrées par le Traité de Versailles ont diminué la capacité de production du Reich : il a perdu 13% de son territoire, et 10% de la population Allemande vivait désormais hors de ses frontières. L'Allemagne a également eu à payer des dédommagements. Plus important encore, le nouveau gouvernement voulait plus que tout répondre aux demandes de ses électeurs. Puisque les recettes fiscales étaient insuffisantes pour financer ces projets, la Reichsbank a dû mettre en marche la planche à billets.

Entre avril 1920 et mars 1921, le ratio des recettes fiscales sur les dépenses ne s'élevait qu'à 37%. La situation s'est ensuite améliorée et, en juin 1922, les recettes fiscales relatives aux dépenses totales ont atteint 75%. Et puis les choses se sont aggravées. Vers la fin de l'année 1922, l'Allemagne a été accusée de ne pas avoir envoyé ses paiements de réparations à temps. Pour soutenir leurs accusations, les troupes Françaises et Belges envahirent et occupèrent la Ruhr, le cœur industriel du Reich, dès le début du mois de janvier 1923. Le gouvernement Allemand, sous la direction du chancelier Wilhelm Kuno, a demandé aux travailleurs de la Ruhr de refuser les ordres des envahisseurs en leur promettant que le Reich continuerait de leur envoyer leur salaire. La Reichsbank a commencé à imprimer de la nouvelle monnaie en monétisant de la dette pour maintenir la liquidité du gouvernement et

continuer de payer salaires, transferts sociaux et financements.

A partir de mai 1923, la quantité de Papiermarks est devenue hors de contrôle. Elle est passée de 8,160 milliards en mai à 17,340 milliards en avril, pour ensuite atteindre 669,703 milliards en août et 400 quintillions (400×10^{18}) en novembre 1923 [2]. Les prix au gros ont atteint des niveaux astronomiques et augmenté de $1,8^{13}\%$ entre la fin de l'année 1919 et novembre 1923. A la fin de la première guerre mondiale en 1918, il était possible d'acheter 500 milliards d'œufs pour la somme qui fut nécessaire cinq ans plus tard pour n'en acheter qu'un seul. En novembre 1923, le prix du dollar en termes de Papiermarks a augmenté de $8,9^{12}\%$. Le Papiermark n'était plus qu'une valeur à la casse.

Avec l'effondrement de la devise, le taux de chômage a flambé. A la fin de la guerre, il était encore peu élevé – le gouvernement de Weimar avait maintenu l'économie en marche grâce aux dépenses déficitaires et à l'impression monétaire. A la fin de l'année 1919, le taux de chômage était de 2,9%, il était de 4,1% en 1920, de 1,6% en 1921 et de 2,8% en 1922. En revanche, avec la mort du Papiermark, le taux de chômage atteint 19,1% en octobre, 23,4% en novembre et 28,2% en décembre. L'hyperinflation avait appauvri la grande majorité de la population Allemande, et notamment la classe moyenne. Les gens ont souffert de pénuries alimentaires et du froid. L'extrémisme politique se généralisait.

Le problème central posé par les désordres monétaires était la Reichsbank elle-même. Son président, Rudolf E. A. Havenstein, était élu à vie, et n'était confronté à aucun obstacle : sous Havenstein, la Reichsbank a continué à imprimer des Papiermarks pour maintenir le Reich sur pieds financièrement. Le 15 novembre 1923, la Reichsbank a dû cesser de monétiser la dette du gouvernement et d'imprimer de la nouvelle monnaie. Dans le même temps, il fut décidé de créer un nouveau Rentenmark, qui s'élèverait à un trillion de Papiermarks (un nombre avec douze zéros derrière : 1.000.000.000.000). Le 20 novembre 1923, Havenstein mourut d'un arrêt cardiaque. Le même jour, Hjalmar Schacht, qui deviendra président de la Reichsbank en décembre,

stabilisa le Papiermark contre le dollar : la Reichsbank établit le taux de change à 4,2 trillions de Papiermarks pour un dollar. Et comme un trillion de Papiermarks valait un Rentenmark, le taux de change était de 4,2 Rentenmarks pour un dollar. C'est le taux de change qui avait prévalu entre le Reichsmark et le dollar avant la première guerre mondiale. Le 'miracle du Rentenmark' marqua la fin de l'hyperinflation [3].

Comment un tel désastre monétaire a-t-il pu se développer au sein d'une société avancée au point de découler sur la destruction d'une devise ? De nombreuses explications ont été avancées. Il a été dit par exemple que les paiements de réparations, la balance des déficits de paiement et la dépréciation du Papiermark sur le marché des changes ont causé la mort de la devise Allemande. Mais ces explications ne sont pas convaincantes, comme l'explique l'économiste Allemand Hans F. Sennholz : 'Chaque mark a été imprimé par les Allemands et émis par une banque centrale gouvernée par des Allemands sous un gouvernement Allemand. Ce sont des partis politiques Allemands, le parti Socialiste, le Parti Centre-Catholique et le parti Démocrate qui ont formé les coalitions du gouvernement responsables pour les politiques conduites. Bien entendu, admettre des calamités de ce genre n'est pas dans l'habitudes des partis politiques' [4]. L'hyperinflation Allemande a été générée par l'Homme, elle a été la conséquence de la décision politique d'augmenter la masse monétaire sans limite.

Quelles sont les leçons à tirer de l'hyperinflation Allemande ? La première est que même une banque centrale politiquement indépendante ne permet pas une protection fiable contre la destruction de la monnaie papier. La Reichsbank a été rendue indépendante dès 1922 par les forces Alliées comme service rendu contre l'ajournement de paiements de réparation. Le conseil de direction de la Reichsbank a toutefois choisi la voie de l'hyperinflation. Puisque le Reich reposait sur le crédit offert par la Reichsbank, le conseil de la Reichsbank a décidé de fournir des quantités illimitées de monnaie face à la 'crise politique existentielle'. Et bien entendu, l'appétit des politiciens de Weimar pour le crédit s'est prouvé être illimité.

La seconde est que la monnaie fiduciaire ne fonctionne pas. Hjalmar Schacht, dans sa biographie publiée en 1953, a écrit que ‘l’introduction d’un billet de banque n’était possible que parce que l’Etat ou la banque centrale promettait de les échanger contre de l’or. Assurer l’échange d’une devise papier en or doit être la politique centrale de tous les émetteurs de monnaie’ [5]. Les paroles de Schacht présentent une réelle perspicacité économique : la monnaie papier est une monnaie politique, et comme telle, elle est un élément porteur de trouble au sein d’une économie de marché libre. Les représentants de l’école Autrichienne d’économie ont déclaré ça il y a déjà très longtemps.

La monnaie papier, produite ex-nihilo et injectée au sein de l’économie au travers du crédit des banques, n’est pas seulement chroniquement inflationniste, mais entraîne un mal-investissement, des cycles économiques de croissance et de récession, et un surendettement. Une fois que les gouvernements et les banques commencent à se noyer sous la dette, leur économie risque de se contracter, et l’impression monétaire apparaît comme une politique parfaite pour échapper aux problèmes créés par la monnaie papier produite par le crédit. En observant le monde aujourd’hui – au sein duquel les économies utilisent de la monnaie papier depuis des décennies et où la dette ne cesse de grimper, les épreuves sont quelque peu similaires à celles auxquelles s’est heurtée la République de Weimar il y a 90 ans. Aujourd’hui comme autrefois, une réforme du système monétaire est nécessaire, et plus tôt elle sera mise en place, plus il sera facile d’en couvrir les coûts d’ajustement.

Le CAC 40 face au carré magique de la reprise

Par [Jean-Marc Vittori](#) | 21/02 | [Les Echos](#)

Les grandes entreprises françaises ne sont plus vraiment françaises. Leurs chiffres reflètent les soubresauts de la planète plus que ceux du pays. Les résultats 2013, publiés jusqu’à présent par près des deux tiers des sociétés figurant dans le CAC 40, montrent ainsi les quatre grandes tendances de l’année écoulée. D’abord, la finance reprend du poil de la bête. Les quatre grandes banques nationales ont fait le tiers des bénéfices annoncés, ce qui leur donne des moyens pour consolider leurs maisons. Ensuite, les pays

avancés respirent. L'Amérique est bien répartie, le Japon suit. Plus important encore pour les grands groupes français qui y sont très implantés, l'Europe est enfin sortie de récession. En revanche, les pays émergents, qui passaient pour des relais de croissance solides, ont montré des signes de ralentissement qui affectent les comptes de nombreuses entreprises. L'Oréal, LVMH, Pernod Ricard ont ainsi évoqué les effets d'une moindre croissance en Chine. Enfin, les prix valent : prix du lait pour Danone, coûts de l'exploration-production pour Total, prix des monnaies pour la plupart des géants. Les devises des grands pays émergents en déficit courant ont toutes dévissé, pesant sur les marges des produits exportés de France et les recettes rapatriées au pays.

Rassérénés par des objectifs tenus l'an dernier, ayant l'impression d'un horizon qui se dégage enfin après des années de brouillard, nombre de dirigeants annoncent des prévisions favorables pour cette année. Ils supposent donc que les quatre grands risques actuellement visibles ne se concrétiseront pas. L'Europe ne tombera pas en déflation (ce qui ferait flamber l'euro). L'Amérique continuera sur sa lancée, même si sa croissance est alimentée par le réendettement des ménages. Les pays émergents rééquilibreront leurs comptes en limitant la casse. La Chine réussira à maîtriser le crédit sans faire dérapier l'économie, engagée dans le grand virage de la demande intérieure. Ce carré magique de la reprise est bien sûr possible mais il n'est pas garanti. Si un ou plusieurs côtés du carré venaient à manquer, les comptes des géants du CAC 40 seront touchés. Et la France le sentira. Car même si ces grandes entreprises ne sont plus complètement françaises, elles ont toujours au pays leurs sièges sociaux, la majorité de leurs équipes dirigeantes, des laboratoires de recherche, des milliers de salariés. Et nombre d'impôts à payer.

Qu'est-ce que l'Etat ?

Aux infos du Nain mercredi 19 février 2014

Vous avez 3 heures !

Non plus sérieusement.

L'État, c'est celui qui détient le monopole de la violence. La Mafia qui a

vaincu toutes les autres diront certains. D'ailleurs là où on parle de recul de l'État, d'état de non droit, dans les cités, c'est que l'État se voit contester son monopole de la violence.

Monopole de la violence qui lui sert à imposer ses lois, c'est à dire à plier les gens à sa volonté.

Dans les États démocratiques, l'idée principale est que ce monopole de la violence sert à imposer une loi qui correspond à la volonté majoritaire du peuple.

Au vu de ce qu'il se passe ces dernières années, je vous laisse juge du fait qu'on soit en démocratie.

[Warren Buffett met les traders haute fréquence au régime sec !](#)

[Boursier.com](#) 21 février



(Boursier.com) -- Business Wire, le service de communiqués financiers contrôlé par Berkshire Hathaway, a décidé de priver les traders à haute fréquence de l'accès direct aux résultats d'entreprises et autres informations susceptibles de faire bouger les marchés. La société d'investissement du milliardaire Warren Buffet a pris cette décision à l'issue de consultations entre M. Buffett et le bureau du procureur général de New York, a annoncé Berkshire Hathaway.

Polémique

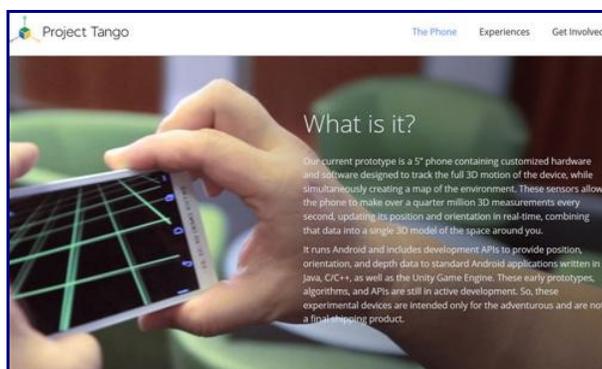
Selon des sources proches du dossier, les autorités judiciaires ont fait connaître leurs inquiétudes concernant ce type de services privilégiés, et ont encouragé Business Wire et Berkshire Hathaway à y mettre fin. En échange d'un supplément financier, Berkshire donnait un accès direct aux communiqués d'entreprises à certains clients, qui disposaient ainsi des

données avec une petite avance. Bien que cette pratique ne soit pas illégale, elle crée de plus en plus de polémiques aux Etats-Unis, dans la mesure où elle remet en cause le principe d'égalité d'accès des investisseurs à l'information financière. Plusieurs incidents survenus sur les marchés ces derniers mois ont attiré l'attention sur ces pratiques.

Distorsions de marché

Face à l'essor du trading à haute fréquence, la Réserve fédérale elle-même, ainsi que les ministères américains et les agences d'information ont tous entamé des réflexions concernant le mode de publication de leurs communiqués et données statistiques. Une avance de quelques millisecondes peut en effet suffire à provoquer des distorsions sur les marchés et entraîner des brusques mouvements de cours, résultant en des gains importants pour les traders à haute fréquence, et des pertes substantielles pour les autres investisseurs...

[Google teste un prototype de smartphone de modélisation en 3D](#) **Boursier.com 21 février**



(Boursier.com) -- Cartographier son environnement en 3D... Google a dévoilé jeudi son projet baptisé "[Tango](#)": la firme de Mountain View a élaboré un smartphone, à l'état de prototype pour le moment, fonctionnant sous Android et doté de capteurs et d'algorithmes permettant d'élaborer cette "topographie".

Utilisations multiples

"Vous pourrez capter les dimensions de votre maison simplement en vous promenant grâce à votre téléphone avant de vous rendre en magasins pour acheter des meubles", suggère Google. Ce téléphone a également vocation à faciliter la localisation et à s'adresser aux malvoyants. Le groupe compte

aussi s'en servir pour développer des jeux vidéos.

La firme de Mountain View a lancé un appel aux développeurs afin qu'ils élaborent des applications adaptées à ce téléphone, dans les domaines de la navigation intérieure, de la cartographie ou encore du jeu.

Budget Québec : Mais d'où viendront donc les économies

Francois Pouliot LesAffaires.com Publié le 20/02/2014



BUDGET PROVINCIAL 2014 - C'est un budget difficile à saisir qu'a présenté le ministre des finances Nicolas Marceau. À l'évidence, le gouvernement a l'intention d'atteindre ses cibles budgétaires, mais il n'est vraiment pas clair d'où proviendra l'argent nécessaire.

Il est assez incroyable que le gouvernement soit capable de fournir des briques de renseignements budgétaires, mais soit incapable de fournir un tableau clair du chemin qu'il entend prendre pour atteindre ses objectifs budgétaires.

À la mise à jour économique de l'automne, on indiquait qu'il fallait résorber 1,055 G\$ pour 2014-15 et faire des compressions supplémentaires de 1,5 G\$ pour l'exercice 2015-16 (2,5 sur deux ans) pour atteindre les cibles budgétaires.

Il y a de bonnes nouvelles.

En provenance du fédéral notamment, qui renverra pour plus de 600 M\$ inattendus en 2014-15 et un montant du même ordre en 2015-16. Mais, en 2014-15, cet apport est en bonne partie mangé par la décision du gouvernement de réinjecter 430 M\$ en santé, alors qu'il avait initialement

anticipé le couper. Pas de gain ici.

On parle d'économies dans le regroupement de commissions scolaires de l'ordre de 125 M\$, mais on dit aussi que ces économies seront réinvesties "éventuellement", ce qui ne permet pas de voir où seront les économies.

Il y a pour 150 M\$ de nouvelles économies prévues en efficacité dans les réseaux de la santé. On augmente de même la lutte contre l'évasion fiscale dans les bars, bistro et dans le milieu de la construction (+ 79 M\$). Le service de la dette coûtera pendant ce temps 78 M\$ de moins en 14-15 et 125 M\$ en 15-16. Et la hausse des services de garde devrait permettre de récupérer une soixantaine de millions. Mais ces mesures servent principalement à boucher les 400 M\$ de mesures à identifier qu'on n'avait pas encore identifiées!

Au final, il y a toujours pour 885 M\$ de mesures de récupérations à adopter pour 2014-15 et pour 1,5 G\$ de mesures additionnelles en 2015-16.

Ces efforts devraient normalement être effectués dans les ministères, mais on ne sait trop où.

Le où pourrait bien être en partie chez les fonctionnaires

À la veille des élections, l'interpellation est polie et cousue de fil blanc, mais on croit comprendre qu'une partie de la récupération, du moins pour 2015-16 (les conventions viennent à échéance en mars 2015) proviendra de négociations avec la fonction publique. Le gouvernement demande aussi aux médecins de faire un effort, et ce dès maintenant.

Quel sera le poids de l'effort de la fonction publique dans l'effort de récupération total?

Le ministre Marceau ne s'est pas avancé là-dessus, indiquant notamment que la négociation restait à faire.

À titre d'indicatif, notons cependant qu'une variation de 1% des salaires des employés de l'État représente environ 370 M\$.

Où en sommes-nous?

Au même endroit où on en était lors de la mise à jour économique de l'automne. Il est difficile de dire si le gouvernement sera capable de diminuer suffisamment la croissance des dépenses pour atteindre les cibles.

Le gouvernement maintient en outre sa décision de rembourser les 4,25\$ G\$

de déficits qui seront générés en 2014-15 et 2015-16 sur 10 ans (à compter de 2016-17). Il faudra amender la loi sur l'équilibre budgétaire, qui prévoit que ceux-ci devraient plutôt être amortis sur cinq ans.

Ce report de remboursement sur 12 ans (plutôt que sur cinq) est préoccupant et illustre à quel point les finances publiques du Québec sont maintenant étirées. La probabilité semble bonne que sur cette période, on repasse dans un cycle économique baissier qui fera en sorte que l'on empilera de la nouvelle dette sur la vieille que l'on n'aura pas eu le temps de rembourser.

Au même endroit, mais avec un ajout du Vérificateur

Nous en sommes donc au même endroit, mais avec un ajout non négligeable: le rapport du Vérificateur général, qui soutient que si l'on appliquait correctement la norme comptable concernant les paiements de transfert aux municipalités, le déficit augmenterait de 626 M\$ et la dette nette de 8,1G\$.

Le bras de fer touche le remboursement annuel aux municipalités des emprunts qu'on leur demande de faire au nom du gouvernement du Québec pour la réalisation de projets conjoints (aréna par exemple). Québec ne reconnaît pas cet engagement comme une dette à ses livres.

Il n'est pas clair quelle serait la réaction des agences de notation si le gouvernement devait un jour être forcé de revoir son interprétation de la norme comptable. Les hauts-fonctionnaires expliquent que la dette nette augmenterait effectivement, mais pas la dette brute.

L'affaire sera à surveiller et à évaluer dans les prochains mois et années.

Au final?

Quelque chose nous dit que les négociations à venir avec les employés de l'État pourraient être assez corsées. La rémunération représente près de 60% des dépenses de programme. C'est un poste incontournable de compression. Et s'il faut ajouter du personnel pour répondre aux besoins d'une société vieillissante, il est difficile de voir comment on peut ne pas toucher aux salaires en compensation. Le seul problème, c'est que les fonctionnaires n'ont pas vraiment eu de cadeaux ces dernières années, alors que les hausses salariales accordées ou prévues ont été les suivantes: 0,5% en 2010, 0,75% en 2011, 1,5% en 2012, 1,75% en 2013, 2% en 2014 et 1% en 2015.

Comment peut-on vraiment accorder moins?

Et si l'on n'accorde pas moins, on revient à la question initiale: mais d'où viendront donc les économies?

Le Brésil tente de restaurer sa crédibilité

Par [Thierry Ogier](#) | 21/02 | [Les Echos](#)

Le Brésil se débat pour prouver au monde et au G20 que son économie n'est ni fragile ni vulnérable.

Pointé du doigt par la nouvelle présidente de la Réserve fédérale, Janet Yellen, et par le FMI, dans la foulée d'un rapport de Morgan Stanley classant le géant latino-américain parmi les cinq économies émergentes « fragiles », le Brésil a souhaité procéder à une mise au point à la veille de la réunion de Sydney.

Certes, la fin de la politique monétaire ultra-accommodante des Etats-Unis présente de nouveaux défis, mais le Brésil est bien placé pour en profiter, plutôt que d'en pâtir. Un message martelé par le ministre des Finances et le président de la banque centrale.

Pour le premier, Guido Mantega, la transition actuelle s'assimile à un « *accouchement* » et sera « *un peu douloureuse* ». Toutefois, lorsque Janet Yellen classe le Brésil comme l'économie la plus vulnérable après la Turquie (comme lors de son audience au Congrès la semaine dernière), « *il s'agit d'une erreur* », proteste Mantega.

Le second, Alexandre Tombini, monte également au créneau. « *Le début du "tapering" (Ndlr : réduction du rythme des achats d'obligations) par la Fed est un signe que la plus grande économie du monde retrouve un certain dynamisme. C'est une très bonne nouvelle pour l'économie mondiale, le commerce international et les économies des marchés émergents* », explique-t-il.

Sérieux tour de vis

Malgré sa croissance faible, ses déficits jumeaux [budgétaire et de la balance courante] qui dépassent désormais 3 % du PIB, et une inflation relativement élevée (5,6 % en janvier), le Brésil met en avant la taille de ses réserves internationales (375 milliards de dollars) pour résister aux turbulences, ainsi

que le faible niveau de sa dette extérieure à court terme. L'intervention de la banque centrale sur les marchés à terme pour éviter une maxi-dévaluation du taux de change « *ne doit pas être confondu avec une quelconque fragilité* », assure Tombini, qui a également donné un sérieux tour de vis à la politique monétaire.

Reste que sur les marchés financiers, les investisseurs boudent le Brésil. Guido Mantega vient d'annoncer des coupes budgétaires et un objectif d'excédent primaire équivalent à 1,9 % du PIB. En attendant, l'Institut des finances internationales (IIF) a une nouvelle fois revu à la baisse sa prévision de croissance pour le Brésil, de 1,8 % à 1,4 % cette année. Plutôt maussade.

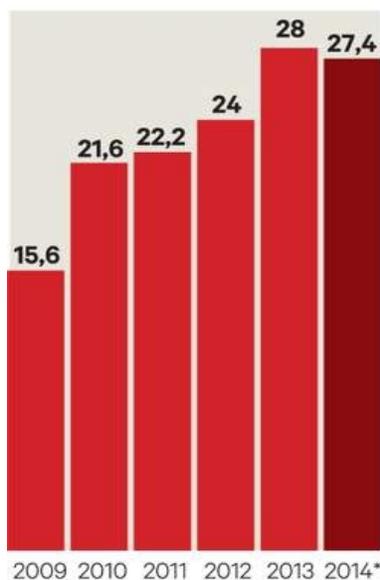
L'Argentine arrête de manipuler son inflation pour reconquérir les marchés

Par Les Echos | 19/02

Buenos Aires reconnaît une forte inflation pour la première fois.

Le taux d'inflation « officiel »

En %, calculé par des instituts
privés



* Prévission * LES ÉCHOS * / SOURCE : HSBC

Après l'offre de remboursement présentée en janvier au Club de Paris, l'Argentine a fait un nouveau pas en vue de son retour sur les marchés internationaux. Le fougueux ministre de l'Economie, Axel Kicillof, qui avait

fait le déplacement à Paris le mois dernier, a dévoilé, récemment, un nouvel indice des prix à la consommation. Elaboré sous la pression du Fonds monétaire international, il a augmenté de 3,7 % en janvier sur un mois, soit la plus forte inflation depuis la crise de 2001. Salué par les économistes argentins, il n'est pas comparable à l'ancien indice, qualifié de « mensonger » par l'opposition. Cet indice établissait l'an dernier l'inflation à 11 %, alors qu'elle avait atteint 28 % selon les instituts privés.

L'indice national et urbain des prix à la consommation (IPCNU) couvre dorénavant l'ensemble du territoire argentin avec des relevés dans 12.000 magasins, et non plus la seule région de Buenos Aires. Depuis 2007, sous l'impulsion de l'ex-président Nestor Kirchner, l'Argentine manipulait ses statistiques afin de nier l'augmentation de la pauvreté et de payer moins cher les obligations indexées sur l'inflation. Vendredi, le gouvernement a annoncé des amendes pour les supermarchés, dont le français Carrefour, premier distributeur du pays, qui ne respectaient pas les accords de prix négociés en janvier.

« Ce pas de l'Argentine vers le FMI ouvre potentiellement la porte à d'autres bénéfices, comme la probabilité de résolution avec le Club de Paris, un accès plus rapide aux fonds d'urgence du FMI et un soutien potentiel dans les litiges, notamment devant la Cour suprême américaine », estime JP Morgan. Le FMI, dont la directrice, Christine Lagarde, avait menacé le pays d'expulsion, dit avoir « pris note ». Buenos Aires s'est engagé à réviser d'ici à la fin mars le calcul de son PIB. Cela conduira à reconnaître une croissance moindre que celle estimée pour 2013 (4,9 %). La nouvelle sincérité argentine est hautement politique. Asphyxié par un déficit budgétaire de 5 % du PIB et alarmé par la fonte des réserves de la banque centrale, à 27 milliards de dollars, le gouvernement de Cristina Kirchner cherche des bouées de sauvetage pour tenir bon jusqu'à la présidentielle de 2015. Selon une source proche des négociations avec le Club de Paris, un accord pourrait intervenir « d'ici à la fin du premier semestre ».